

Direction générale du Trésor

Liberté Égalité Fraternité

> Ambassade de France au Pakistan Service économique d'Islamabad

Islamabad, le 09 septembre 2022

Rédacteur : Luc Boyer

Pakistan : Veille économique du 08/09/2022

- Inondations au Pakistan: (i) le PNUD, la Banque mondiale, l'UE et la BAsD ont été chargés d'une mission d'évaluation de l'impact économique et de l'évaluation du coût des dommages. (ii) La ministre en charge du changement climatique a annoncé les priorités de la reconstruction. (iii) Le niveau de pauvreté amené à progresser suite aux inondations. (iv) L'aide portée aux victimes des inondations pourrait avoir des effets indésirables en matière de sécurité financière. (v) Le gouvernement du Sind demande à la Banque mondiale de réaffecter 92 M USD (correspondant à des projets en cours) vers de l'aide d'urgence. (vi) Des baisses de traitements des fonctionnaires sont mises en place pour faire face aux dépenses supplémentaires prévues dans la Loi de Finances.
- Demandes du patronat pakistanais concernant (i) une nécessaire restructuration de la dette en Club de Paris; (ii) une suspension des factures d'électricité et (iii) de la réouverture des échanges commerciaux avec l'Inde pour faire face à la pénurie de coton.
- Nouvelle dégradation du taux de change PKR/USD et spread à 11 PKR entre le marché interbancaire et le marché libre.

Vers une évaluation des dommages par le PNUD, la Banque mondiale, l'UE et la BAsD.

Le Premier ministre a confié à la Division des affaires économiques (EAD) une mission d'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) en constituant un groupe de travail composé du PNUD, de la Banque mondiale et de l'UE. Le gouvernement a également demandé à la BASD de participer également à la Task Force d'évaluation des dommages.

Inondations : Les priorités de la reconstruction.

Selon la Ministre du changement climatique, Mme Sherry Rehman, qui s'est exprimée cette semaine à une conférence concernant la reconstruction, le premier objectif auquel le pays fait face est d'assécher les zones humides afin de stopper, avant l'hiver, le développement des maladies (risques de dengue, choléra, paludisme).

Le deuxième objectif consiste à reconstruire en urgence d'ici au mois d'avril-mai 2023 l'essentiel des barrages et des canaux qui ont été détruits pendant les inondations de cet été, afin d'anticiper la prochaine saison des moussons.

Le troisième objectif consiste à reconstruire 2 millions de bâtiments détruits ou endommagés (USAID estime pour sa part que 1,7 million d'immeubles sont concernés) pour un montant de 4,5 Mds USD, reconstruction des bâtiments qui pourrait s'étaler sur 2 à 3 ans.

Le niveau de pauvreté se serait beaucoup dégradé du fait des inondations.

La part de la population en dessous du niveau de pauvreté selon les statistiques pakistanaises est passée de 11,5 % en juin à 20% au mois d'aout. A ce stade les statistiques gouvernementales ne sont pas en mesure de produire des statistiques concernant la dégradation du taux de chômage dans le pays.

750.000 têtes de bétails (vaches et chèvres essentiellement) auraient péri dans les inondations ce qui vient déstabiliser les populations rurales du pays pour qui l'élevage de petits troupeaux représente entre 35 et 40% de leurs revenus.

L'aide portée aux victimes des inondations pourrait avoir des effets indésirables en matière de sécurité financière.

Les premières aides pour les victimes des inondations pourraient être une aubaine pour certains groupe islamistes comme le groupe Lashkar-e-Taiba (LeT) qui aurait été vu selon le South Asia Press, en train de collecter des dons et de fournir des secours aux populations

En parallèle, Transparency International Pakistan (TI-P) appelle le Premier ministre à veiller au risque de détournement de l'aide d'urgence. TI-P recommande la mise en place d'un système national de suivi, l'établissement de procédures de réclamation et la réalisation d'audits internes et externes des programmes de dons. TI-P appelle aussi à ce que les communautés affectées (y compris les femmes et les groupes sociaux vulnérables et marginalisés) soient plus impliquées dans les décisions relatives au processus de secours et de reconstruction.

Le gouvernement du Sind demande à la Banque mondiale de réaffecter 92 MUSD de fonds (correspondant à 5 projets décidés en CA de la banque) vers de l'aide d'urgence.

Les fonds avaient été initialement alloués (i) au projet de réorganisation du Conseil de l'eau et des égouts de Karachi, (ii) au projet de ville compétitive et habitable de Karachi (projet « CLICK »), (iii) au projet concernant le développement de l'agriculture dans le Sind, (iv) au projet de refonte de l'Agence de l'eau et des égouts de Karachi (KWSB) et (v) au projet SELECT (préscolarisation des enfants de milieux défavorisés dans le Sind).

Selon la presse, le Directeur-pays aurait accepté la réallocation des fonds des trois premiers projets mentionnés ci-dessus pour un montant de 57 MUSD (la demande du Sind portant sur 92 MUSD) vers l'Autorité provinciale de gestion des catastrophes (« PDMA »). Selon le gouvernement du Sind, 25 MUSD (sur 57 MUSD) seront réaffectés à la réhabilitation des logements des victimes des inondations.

Le chef du gouvernement du Sind a également demandé à la Banque mondiale un prêt ad-hoc de 1 Md USD visant à réhabiliter le réseau d'irrigation et de drainage de la province.

Des baisses de traitements des fonctionnaires sont mises en place pour faire face aux dépenses supplémentaires par rapport à la Loi de Finances.

Afin de faire face sur le plan budgétaire aux premières dépenses d'urgence, l'Etat fédéral et la province du Sind ont baissé les salaires des fonctionnaires pour le mois d'aout, d'un montant correspondant à 4 à 5 jours de travail dans la province du Sind et de 12% à 15% de moins pour les fonctionnaires fédéraux.

Demandes du patronat pakistanais concernant (i) la restructuration de la dette en Club de Paris ; (ii) la suspension des factures d'électricité et (iii) la réouverture des échanges commerciaux avec l'Inde pour faire face à la pénurie de coton.

M. Irfan Iqbal Sheikh, Président de la FPCCI, a demandé (i) une restructuration de la dette pakistanaise en Club de Paris pour que le Pakistan puisse se consacrer entièrement aux effets économiques des inondations ; (ii) une suspension des factures d'électricité pendant trois mois pour les industriels. Par ailleurs, l'association des exportateurs textile demande la réouverture des importations de coton indien alors que la récolte de coton pakistanaise serait cette année inférieure d'au moins 25 % par rapport à 2021 du fait de la mousson catastrophique.

Dans une conférence de presse cette semaine, le ministre des Finances indique que (i) la restructuration de la dette pakistanaise en Club de Paris n'est pas à l'ordre du jour ; (ii) qu'il va étudier non pas la suspension des factures d'électricité, mais leur report et (iii) qu'il va porter la demande de réouverture des frontières aux importations de coton auprès du Premier ministre.

Par ailleurs le ministre a démenti les rumeurs concernant un prêt additionnel du FMI à hauteur de 2,57 Mds USD au cours de FY 2022/2023.

Nouvelle dégradation du taux de change PKR/USD et spread à 11 PKR entre le marché interbancaire et le marché libre.

Situé à 223,31 PKR pour 1 USD, la PKR a dépassé sur le marché interbancaire la situation qui prévalait la veille du versement par le Conseil d'Administration du FMI intervenu le 29 aout dernier (1 USD = 222,23 PKR). L'accord du Conseil d'Administration avait entraîné une augmentation de la PKR qui était cotée à 219 PKR pour 1 USD le 1^{er} septembre.

Le spread entre le marché interbancaire et le marché libre qui s'établit à +11 PKR pour 1USD revient dans la même zone que la veille de l'accord du Conseil d'Administration (+9PKR) après être retombé à +3PKR le 1^{er} septembre.